

# Université De l'Eau # 4

Spéciale  
élu.e.s

*La politique sociale de l'eau*



Fady Hamadé - Ireedd

11 Mars 2022

# La politique sociale de l'eau

- **2015** – Elaboration d'une politique sociale de l'eau par l'ensemble des EPCI accompagnés par l'ODE
  - **Objectif** : Sortir 50% des ménages de la pauvreté en eau
  - **Coût** : 1,6 M€/an sur 5 ans
- **Objectifs de cette présentation** : actualiser le diagnostic de 2015 réalisé dans le cadre de l'expérimentation d'une politique sociale d'accès à l'eau en Martinique (Loi Brottes 2013), une **dérogation au principe de l'eau paye l'eau**.
- Actualisation de :
  - La pauvreté monétaire des ménages martiniquais
  - La pauvreté en eau des ménages martiniquais
  - Les dispositifs existants sur le territoire

- **Tous les résultats présentés aujourd'hui sont résumés dans la plaquette**

## La politique sociale de l'eau en Martinique

L'opportunité d'améliorer les conditions d'accès à l'eau pour tous les martiniquais

*« Chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous »*

Extrait de l'article 1er de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques de 2006.

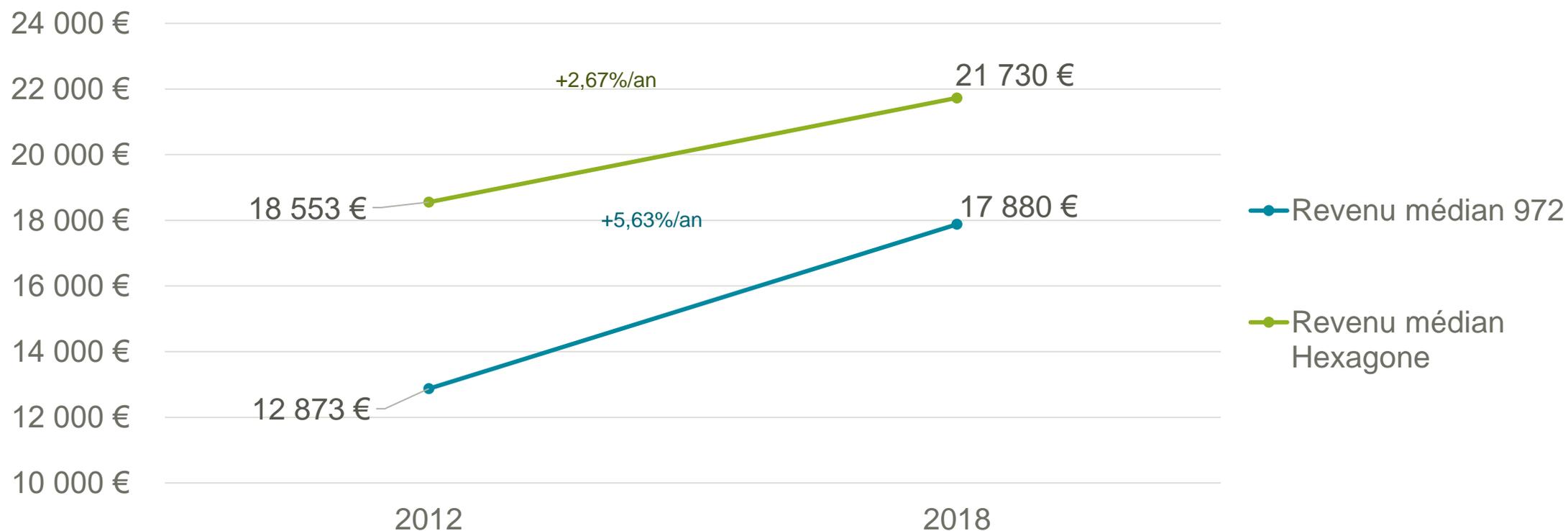
## 1- La pauvreté monétaire

## 2- La pauvreté en eau

- **28%** : ménages vivaient en dessous du seuil de pauvreté monétaire en 2015
- **16,2%** : taux est estimé en 2018
  
- **Constat** : la situation socio-économique des ménages s'est améliorée sur la période 2012-2018
  - 1- Les revenus martiniquais sont en progression sur la période.
  - 2- Ils progressent plus vite que les revenus métropolitains.
  - 3- Malgré cette progression, le revenu disponible médian reste 18% inférieur au revenu médian métropolitain.

# La politique sociale de l'eau

## Evolution du revenu médian martiniquais et métropolitain (2012-2018)



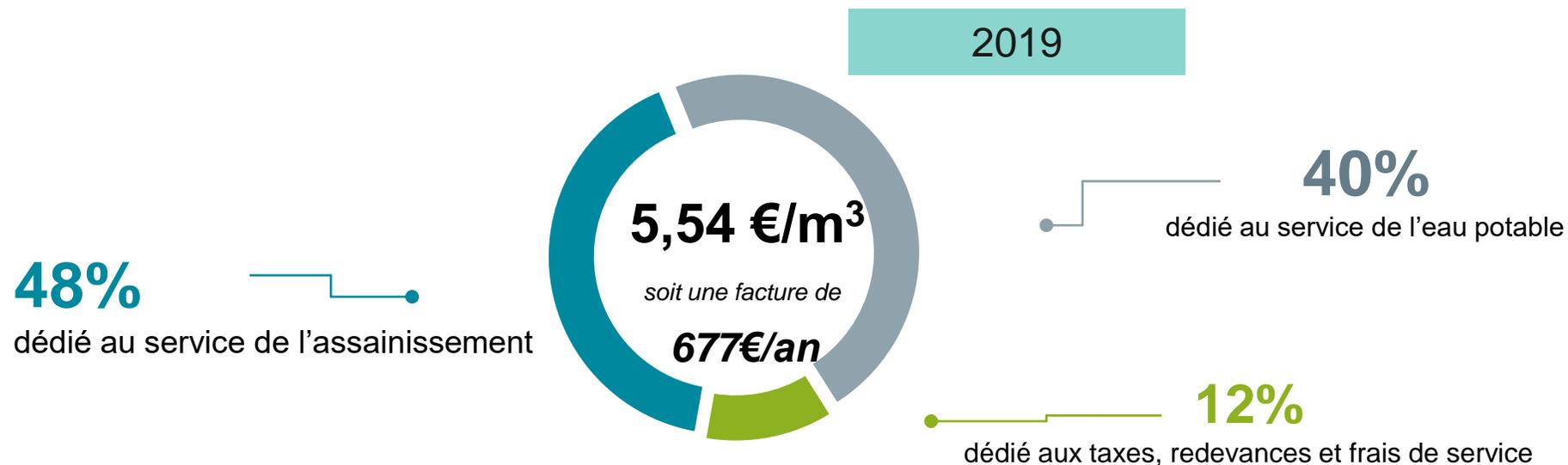
# La politique sociale de l'eau

1- La pauvreté monétaire

**2- La pauvreté en eau**

# La politique sociale de l'eau : Le prix de l'eau

- Un prix moyen de l'eau 32% plus élevé qu'en France Hexagonale



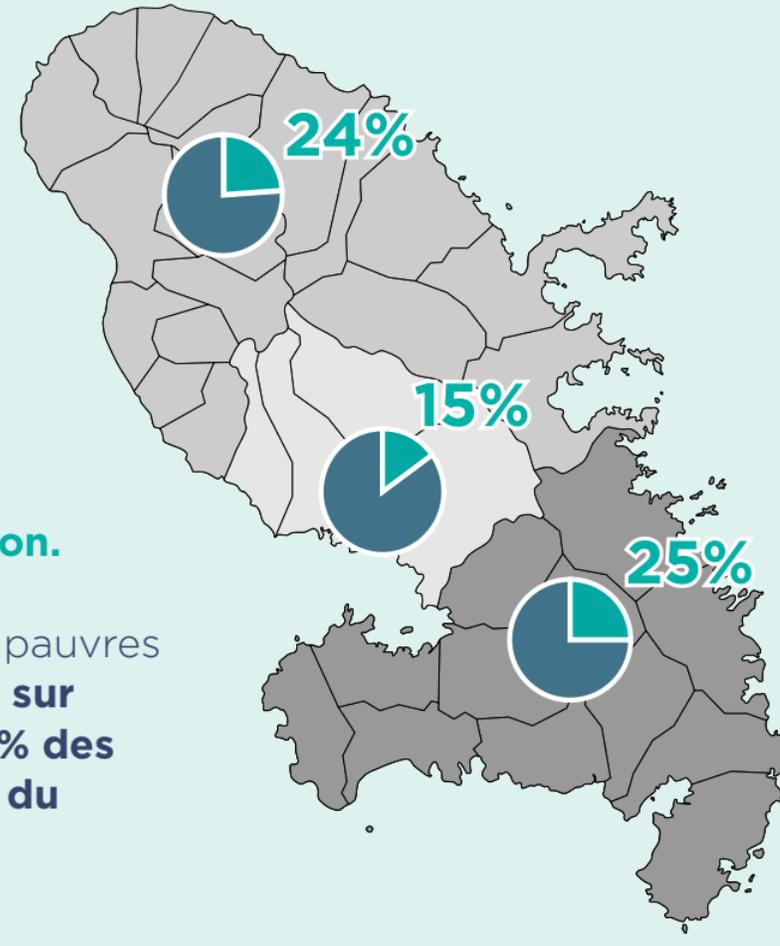
# La politique sociale de l'eau : le taux de pauvreté en eau

La pauvreté en eau se mesure par le poids annuel de la facture d'eau sur le revenu disponible des ménages.

L'OCDE considère qu'**un ménage est pauvre en eau si sa facture d'eau dépasse 3% de son revenu disponible.**

**À l'échelle de la Martinique, on estime en 2018 que 30 300 ménages sont « pauvres en eau » soit 21% de la population.**

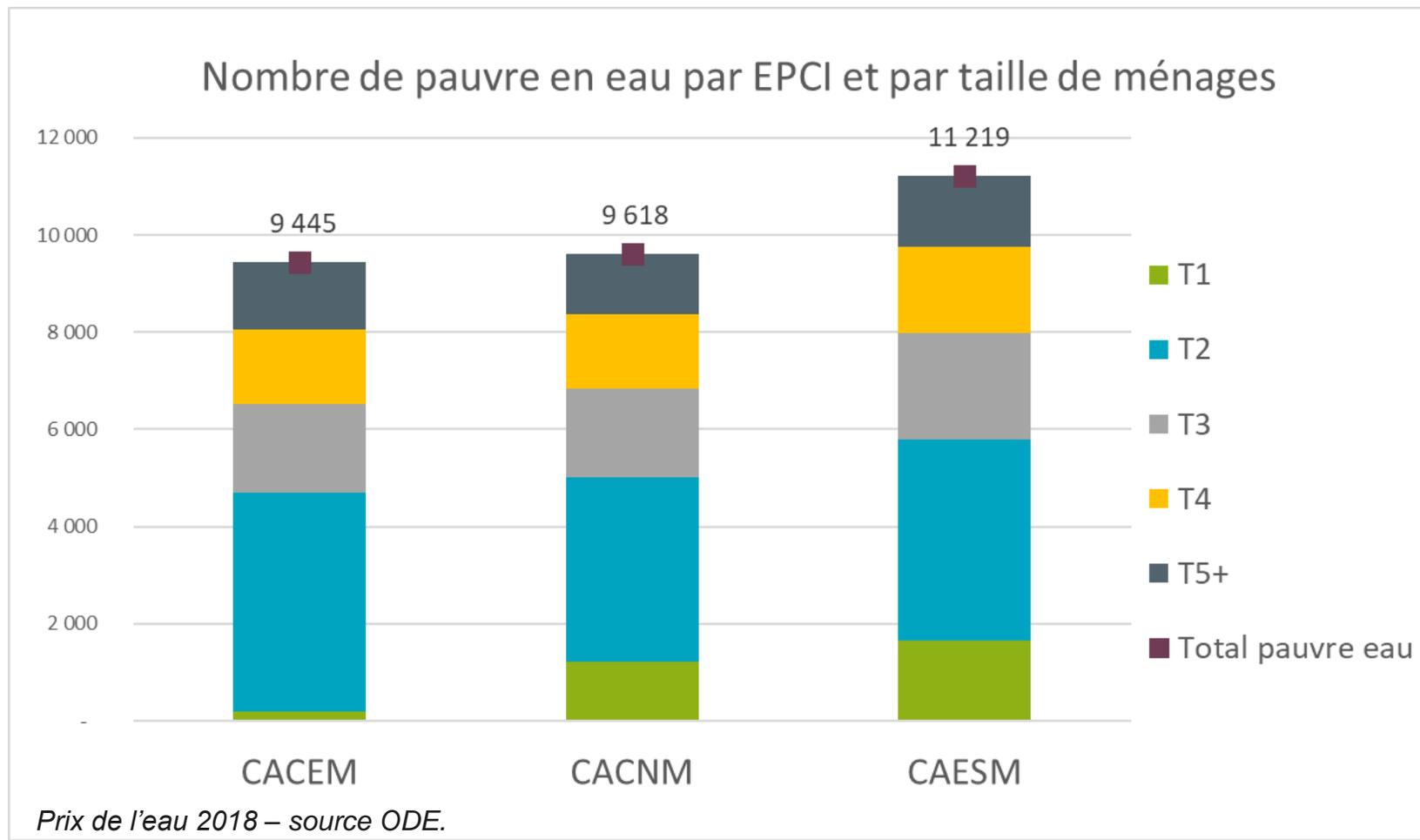
À l'échelle des EPCI, le nombre de ménages pauvres en eau **représente 25% des ménages situés sur le territoire de la CAESM, contre 24% et 15% des ménages sur les territoires de Cap Nord et du Centre Martinique.**



# La politique sociale de l'eau : Le taux de pauvreté en eau

**L'accroissement des revenus, plus important que l'accroissement du prix de l'eau,**

- **2012 : 74 000 pauvres en eau**
- **2018 : 30 300 pauvres en eau**

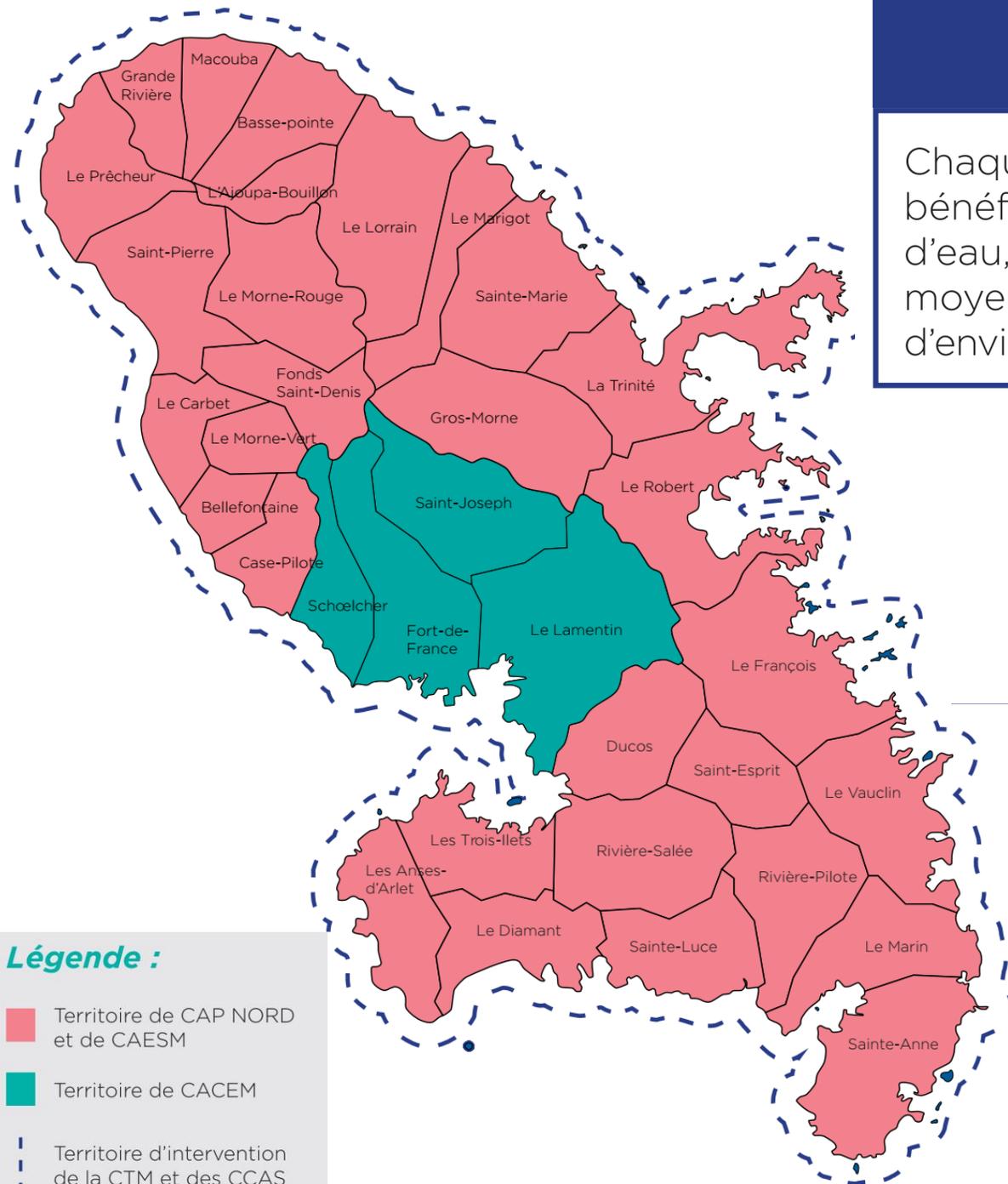


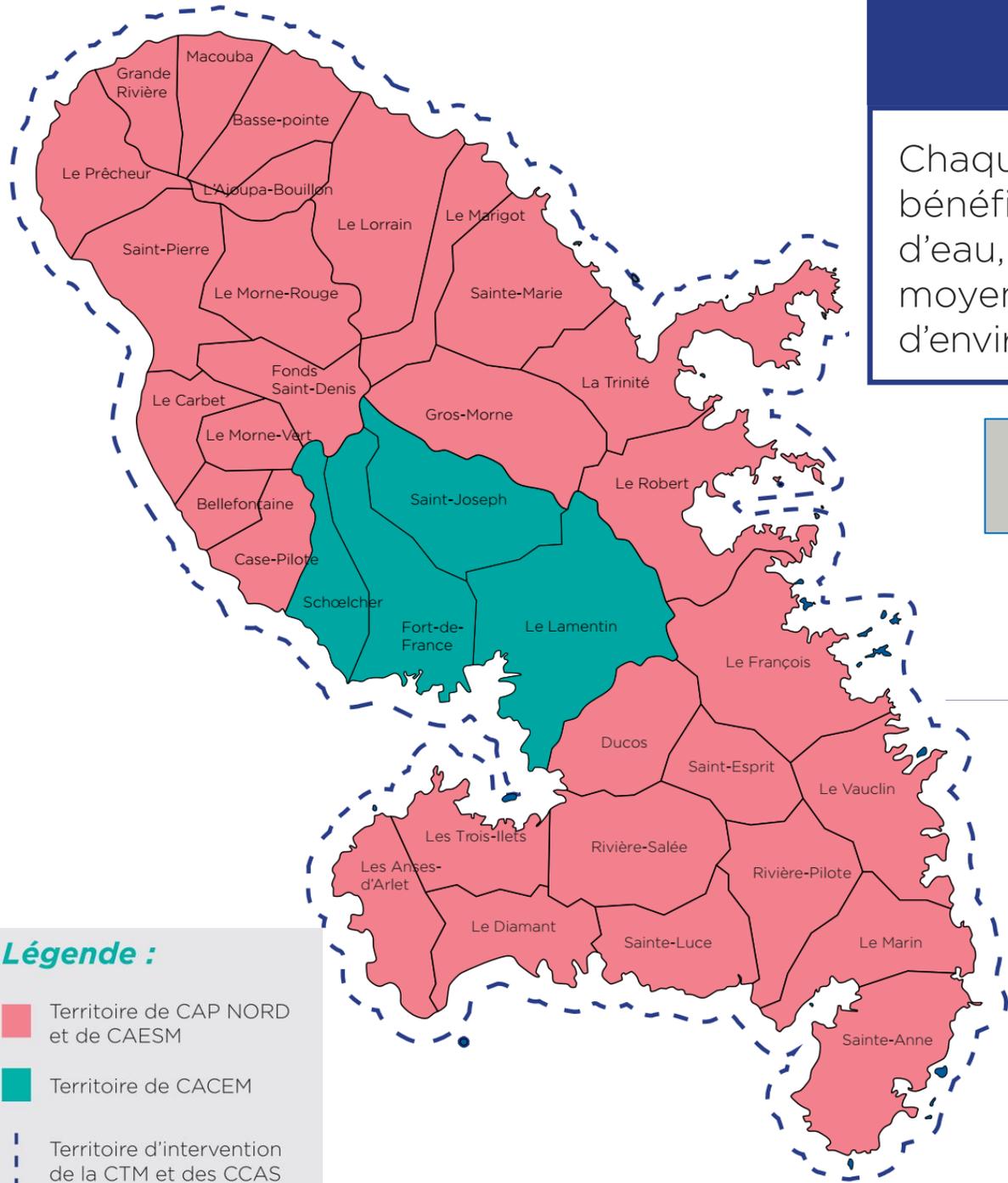
- **Les dispositifs de politique sociale existants aujourd'hui**

## CTM (FSL)

**150 Ménages**  
**522 €/ménage**

Chaque année, environ 150 ménages bénéficient d'un effacement des impayés d'eau, d'un montant de 522 €/ménage en moyenne, soit un abandon de créances d'environ 76 200€/an (par Odyssi et la SME).





## CTM (FSL)

**150 Ménages**  
**522 €/ménage**

Chaque année, environ 150 ménages bénéficient d'un effacement des impayés d'eau, d'un montant de 522 €/ménage en moyenne, soit un abandon de créances d'environ 76 200€/an (par Odyssi et la SME).

**35 Ménages**  
**500 €/ménage**

## Les CCAS

L'ensemble des travailleurs sociaux de la CAF ont été formés à sensibiliser les ménages aux économies d'eau.

En moyenne, 35 ménages bénéficient d'une aide de la CAF (allocation exceptionnelle ou prêt d'honneur) d'un montant moyen de 500 €/ménage.

### Légende :

■ Territoire de CAP NORD et de CAESM

■ Territoire de CACEM

Territoire d'intervention de la CTM et des CCAS

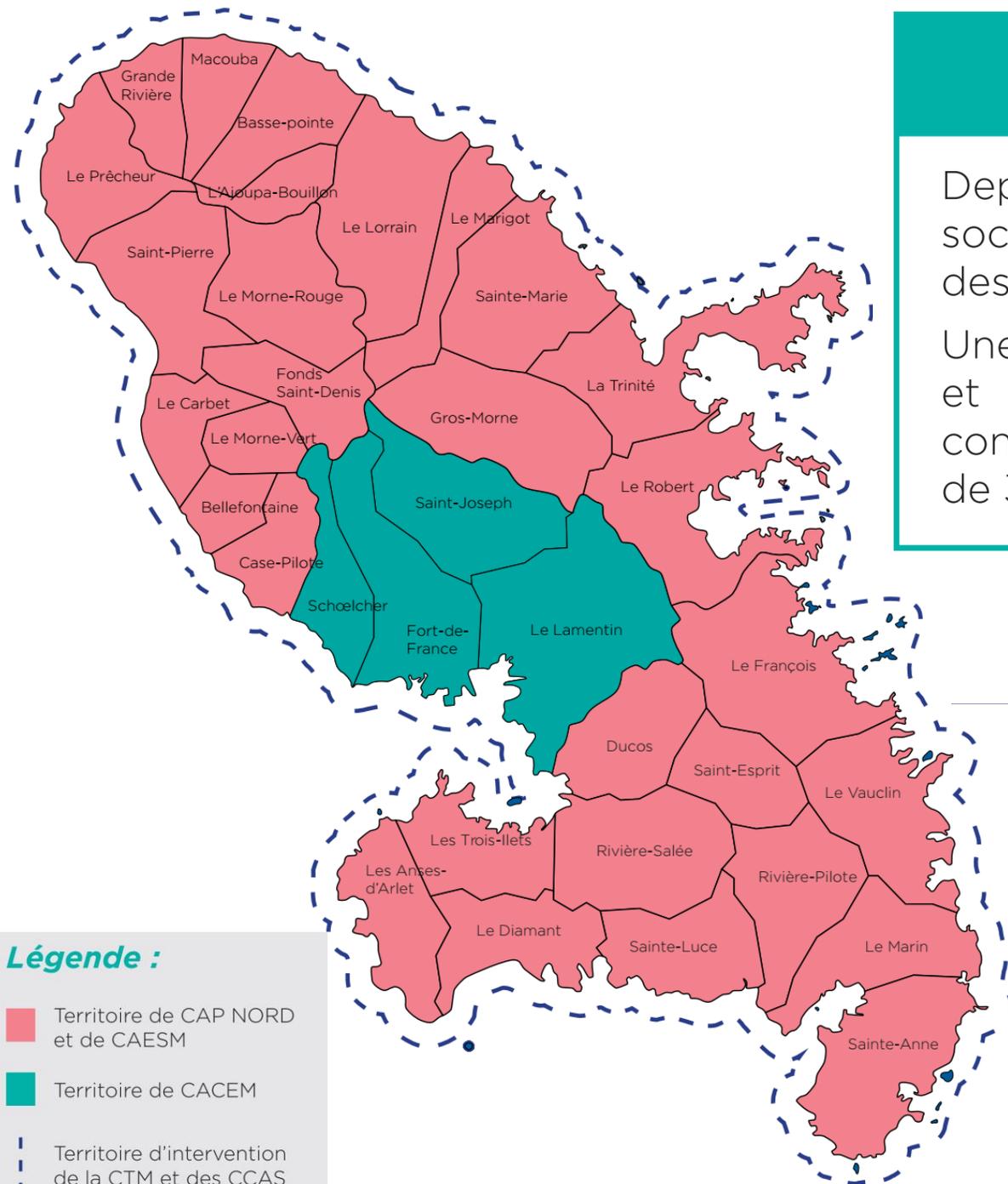
# CACEM

## Odyssi

20 Ménages

Depuis 2019, une centaine de travailleurs sociaux ont été formés à la sensibilisation des ménages aux économies d'eau.

Une vingtaine de ménages équipés et accompagnés à la réduction des consommations d'eau : économies d'eau de 30% en 6 mois.



### Légende :

Territoire de CAP NORD et de CAESM

Territoire de CACEM

Territoire d'intervention de la CTM et des CCAS

**918 abonnés  
100€/Abonné**

## CAP NORD et CAESM SME

En 2020, 918 abonnés ont bénéficié d'un chèque eau, d'environ 100 €. La SME et Cap Nord provisionnent une enveloppe de 172 000 €/an pour financer ce dispositif.

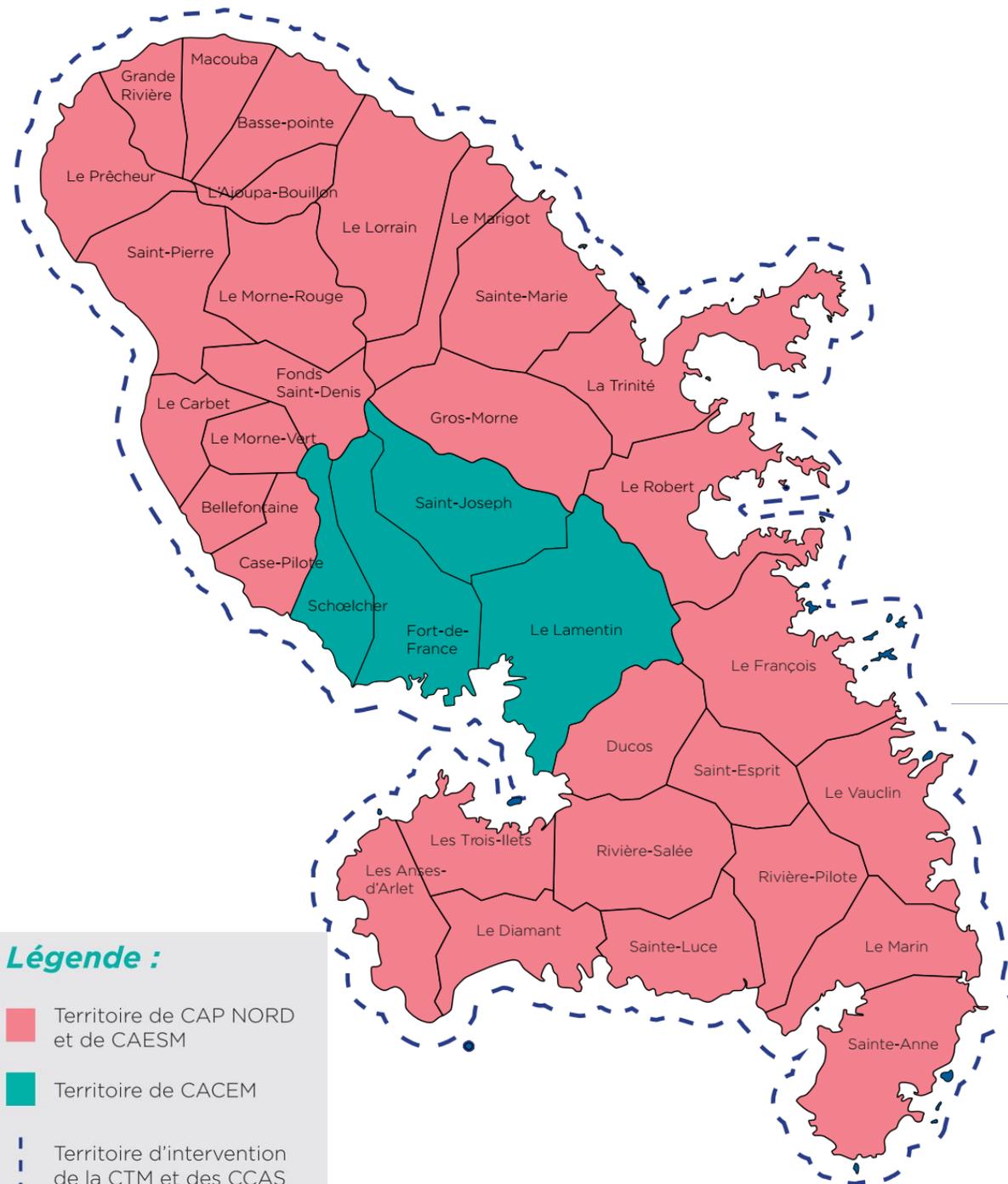
60 abonnés ont bénéficié du « 10 fois sans frais », un mécanisme d'étalement de la dette.

18 000 abonnés sont mensualisés

Une campagne d'écogestes a été organisée auprès de l'ensemble des abonnés pour économiser la ressource.

Permanences en mairies pour informer et sensibiliser les ménages au titre du dispositif « Proxeo ».

**18 000 abonnés  
mensualisés**



### Légende :

■ Territoire de CAP NORD et de CAESM

■ Territoire de CACEM

--- Territoire d'intervention de la CTM et des CCAS

# Retours sur les consultations



Actuellement, des **dispositifs préventifs et curatifs existent**

- Sensibilisation des ménages aux économies d'eau et équipement,
- Mise en place de dispositif tarifaire (chèque-eau, allocation exceptionnelle, etc.)
- Mécanisme d'étalement de la dette

Néanmoins, les acteurs interrogés indiquent que ces premiers dispositifs sont **insuffisants** au regard des besoins du territoire.



**Coût : 230 000 €/an**

**1 100 ménages bénéficient d'aides financières directes  
au paiement de la facture d'eau**

# Politique sociale : stratégie élaborée en 2017 ; à mettre à jour !

P  
R  
E  
V  
E  
N  
T  
I  
F

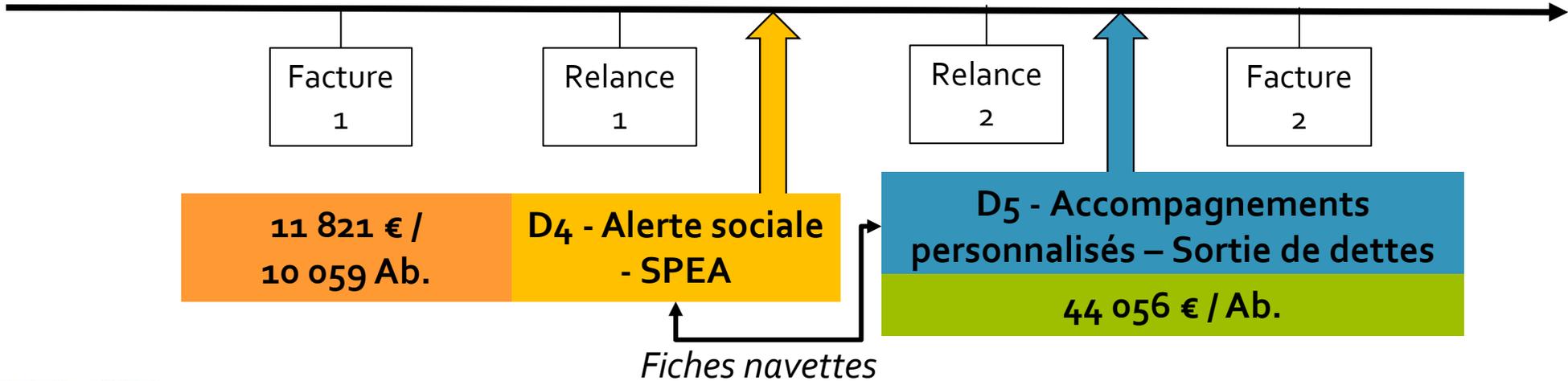
**Objectif politique 2017**  
-50% du taux de pauvres en eau / 30 000 Ménages

**D2 - Chèque eau préventif**  
**D1- Maitrise de la consommation**  
**D7 - Mensualisation sur demande**

**1 480 000€ / 34600 Ab.**  
**37 654 € / 34600 Ab.**  
**23 000 € / 10 059 Ab.**

**Budget total**  
*Politique sociale de*  
*l'eau Martinique*  
**1 600 000€ / an**

C  
U  
R  
A  
T  
I  
F



# Politique sociale : stratégie élaborée en 2017 ; à mettre à jour !

## Budget total

**1,6M€/an**

C'est ce que coûterait la mise en place d'une politique sociale de l'eau à l'échelle de la Martinique.

## Au profit de qui ?

**35 000 abonnés**

Cette politique permettrait de faire sortir 35 000 abonnés « pauvres en eau » de cette précarité.

### Coût annuel de la politique sociale<sup>2</sup>



- **1,7% des recettes des services d'eau potable et d'assainissement (2013-2016)**
- **0,8% des dépenses réelles de fonctionnement des 3 EPCI (2019)**

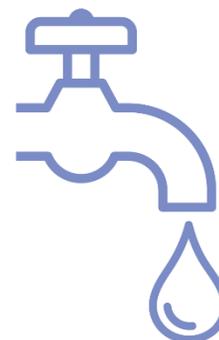
# La politique sociale de l'eau : retours d'expérience



## L'EXPÉRIMENTATION



## DES DISPOSITIFS DIVERSIFIÉS



- aides forfaitaires (allocation eau, chèque eau)
- mesures d'accompagnement (appui aux démarches administratives, conseils pour économiser l'eau)
- tarifications sociales de l'eau (modulation de l'abonnement et du prix de l'eau)
- aides pour résorber les impayés

MONTANT MOYEN DES AIDES

**136 €\*  
par an  
et par foyer**

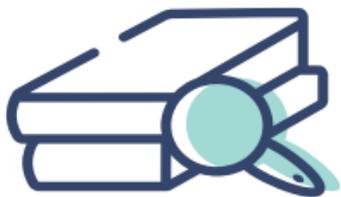
MONTANT MÉDIAN DES AIDES

**49 €\*  
par an  
et par foyer**

\* aides accordées dans les collectivités de France métropolitaine en 2019

- **ODE et EPCI : quelle répartition des rôles ?**

# L'ODE accompagne les collectivités et les acteurs sociaux



## Connaissance

Études et diagnostics visant à améliorer la connaissance socio-économique des ménages et du contexte territorial (études tarifaires, diagnostics socio-économiques...)



## Formation

Les actions de formation aux écogestes pour inciter à économiser l'eau auprès du grand public et des services sociaux.



## Équipement

L'ODE accompagne le financement des équipements d'économie d'eau.

# L'ODE accompagne les collectivités et les acteurs sociaux



## Ingénierie

Apporter une ingénierie technique et financière pour le montage de projets structurants sur le territoire



## Communication

Les actions de communication sur les bonnes pratiques de gestion de l'eau domestique.

# L'ODE n'accompagne pas ...



## Dispositifs tarifaires

L'ODE ne participe pas au financement du dispositif FSL ni aux chèques eau.

L'ODE n'intervient pas dans les processus de décision du prix de l'eau.

- **Le service public d'eau potable relève de la compétence et de la responsabilité des collectivités**

*« Chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous »*

**Loi LEMA 2006**

- **MISE EN ŒUVRE → CAF / Corbeille des services ?**

■ **Merci de votre**

**FADY HAMADE**